

*Initiatives ministérielles*

Je leur ai dit que si leur patron ne les écoutait pas, ils n'avaient qu'à s'adresser à moi, en ma qualité de député, et à m'indiquer les domaines où il se faisait du gaspillage. J'ai souligné que je n'avais souvenir d'aucune lettre où on faisait état de gaspillage.

Quant à notre proposition initiale concernant les taux de salaire qui sont liés à une échelle globale, si les fonctionnaires avaient vraiment l'impression qu'il y avait du gaspillage et s'ils nous aidaient à y remédier, il nous serait plus facile de remédier à ces taux de salaire particuliers, comme ils le souhaitent.

Quant à la situation qui règne dans le sud de l'Ontario, je connais les circonstances. Il est intéressant de noter que les deux ou trois personnes à qui j'ai parlé ce matin m'ont fait connaître très clairement la direction de leur appui politique; ce ne sera certes pas de mon côté la prochaine fois. Je ne suis pas sûr que ces personnes avaient voté pour moi la dernière fois d'ailleurs et je doute même qu'elles l'aient fait en faveur d'un des deux grands partis. Je ne dois certainement pas compter sur leur appui aux prochaines élections. Elles appuient probablement le NPD, c'est certain au moins dans un cas.

J'ai relevé dans un article du journal *The Globe and Mail* du 26 septembre dernier, que leur héros, M. Rae, premier ministre provincial, a déclaré ce qui suit: «Tout le monde doit se réveiller et voir la réalité. Nous n'avons pas de planche à billets au sous-sol. Nous nous ferions des illusions en refusant d'admettre que nous n'avons pas des tonnes d'argent qui entrent.»

Je suppose que leur héros, en Ontario, s'est éveillé et a vu ce qu'il en était. Il a ensuite parlé de certains des programmes, disant: «Il y a des limites aux augmentations générales que nous pouvons accorder pour l'instant, pour la simple raison que nous n'avons pas l'argent voulu.» Il a ajouté dans cet article: «Je sais que vous êtes coincés. Moi aussi.»

On pense peut-être que seul le gouvernement fédéral a un problème. Mais M. Rae a déclaré publiquement qu'il en avait un lui aussi et que, d'une façon ou d'une autre, il devrait s'en occuper. Il reste à savoir comment il s'y prendra. Je laisserai à M. Rae et à ses partisans le soin de commenter cela.

Ici, nous sommes en négociation. J'ai entendu le président du Conseil du Trésor déclarer très clairement que lorsque le gouvernement retournerait à la table des négociations, il ne proposerait pas d'autres augmentations. Il était disposé à examiner quelques-uns des autres points, mais il n'y aurait pas de hausses salariales générales.

Cette déclaration est consignée dans le hansard; alors, quiconque a des questions là-dessus peut certes en prendre connaissance.

Dans les négociations qui ont eu lieu la semaine dernière, on a en fait apporté un changement pour tenir compte de la situation des employés. On a offert une augmentation, une prime forfaitaire de 500 \$ à quelque 35 000 employés.

Il y a deux semaines, lorsque les fonctionnaires étaient en grève, beaucoup d'électeurs ont téléphoné à mon bureau pour dire: «Nous nous inquiétons un peu des Canadiens à faible revenu, de ceux qui sont au bas de l'échelle salariale dans la fonction publique, des mères seules et des familles à revenu unique.» Le gouvernement a reconnu cela et a répondu: «Nous comprenons que les petits salariés ont un problème; nous ajoutons donc 500 \$ par personne aux propositions.» Je présume que M. Bean a décidé de ne pas offrir cette possibilité à ses membres. J'ai réussi à m'entretenir avec un certain nombre de fonctionnaires de ma circonscription, qui m'ont dit: «On ne nous a pas offert la possibilité d'accepter cette proposition de 500 \$.»

• (1240)

Dans l'offre que le président du conseil du Trésor a présentée le week-end dernier, il y avait une sécurité d'emploi garantie pour la fonction publique. Il y avait également de meilleurs avantages dans un certain nombre de domaines, dont le régime dentaire, l'assurance-santé, l'assurance-invalidité, les congés annuels, les primes de poste, les installations de garderie supplémentaires et les indemnités de repas.

Tout cela a été offert la semaine dernière. M. Bean a répondu: «Nous retournons en grève.» Je suis heureux de dire que le gouvernement n'est pas revenu sur ces offres. J'ai un peu de mal à comprendre cela.

J'en ai discuté avec certaines des personnes qui m'ont téléphoné au bureau ce matin. Elles estiment que ce sont là des avantages qu'elles devraient avoir. Je leur ai dit: «Bon, s'il en est ainsi, combien d'entre vous travaillent dans les centres d'emploi de ma circonscription? Que ceux qui travaillent dans les centres d'emploi de ma circonscription demandent à tous ceux qui sont de l'autre côté du comptoir s'ils accepteraient d'occuper le même emploi que l'an dernier, au salaire de l'an dernier. À votre avis, combien d'entre eux seraient prêts, pour travailler, à obtenir moins d'avantages que l'an dernier?»

Je leur ai proposé de discuter avec certains de ceux qui se rendent dans les centres d'emploi. Ils découvriront que tout n'est pas rose, qu'il y a des gens qui ont des problèmes et qui seraient très heureux d'avoir les emplois qu'ils